https://ricochets.cc/Putsch-bourgeois-en-France-le-reformisme-laisse-le-systeme-en-place-s-empirer-7856.html

Putsch bourgeois en France : le réformisme laisse le système en place s'empirer

- Les Articles -

Date de mise en ligne : samedi 21 septembre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Avec le putsch du bloc bourgeois et les réactions approbatrices, molles, résignées ou indifférrentes qu'il suscite, on comprend mieux comment une dictature peut s'installer sans trop de problèmes.

Si tu ne t'occupes pas de politique, policiens, capitalistes et technocrates s'occuperont de toi. On y est.

A force de délégation, de renoncement et de volonté de se délivrer de la vie politique (qui n'est pas les élections et les institutions « représentatives ») et d'une culture de lutte, on est totalement dépossédé et impuissant, livré aux forces destructives du Marché impersonnel et aux extrêmes droites. Quand voudra-t-on, pourra-t-on, se sortir de cette impasse ?

Les putschistes vont présenter parait-il leur gouvernement de droite extrême, dans la lignée des précédents, en pire.

Il est sans doute temps d'acter la mort-né du « Nouveau front populaire », machin très réformiste avec peu de consistance monté en hâte pour faire échec à la victoire annoncée de l'extrême droite. Une coalition bancale, avec un parti de droite (le PS), qui a servi à empêcher l'extrême droite historique d'être officiellement au pouvoir, c'est mieux que rien. Mais l'extrême droite est officieusement aux manettes, et les robots-chiens LR/macronistes suivent sa piste boueuse au plus près, au ras de l'ornière.

Il est encore plus clair à présent que sous un régime de tyrannie oligarchique et technocratique, de capitalisme et d'étatisme, le réformisme, les protestations symboliques et le pur légalisme ne mènent qu'à la reconduction du même modèle de société, et donc à l'empirement fatal et effrayant des désastres climatiques, écologiques, sociaux et politiques.

Six mois dans une dystopie néolibérale

Six mois dans une dystopie néolibérale

Cannibalisme social contre entraide et résistance en Argentine

En décembre 2023, Javier Milei est arrivé au pouvoir en Argentine, introduisant des mesures radicales d'austérité et de déréglementation. En promettant d'écraser les mouvements sociaux au nom d'un capitalisme débridé, son administration ouvre la voie à un effondrement social complet et à l'émergence d'une narco-violence à grande échelle. Dans le récit qui suit, notre correspondant dresse un tableau saisissant des forces et des visions rivales qui se disputent l'avenir de l'Argentine, dont le point culminant le plus récent ont été les affrontements du 12 juin, lorsque des manifestants militants ont affronté près de trois mille policiers encerclant un congrès barricadé.

Copyright © Ricochets

Putsch bourgeois en France : le réformisme laisse le système en place s'empirer

Insolite : Michel Barnier devient la "personnalité politique préférée des français" en quelques jours

Vous aussi, vous avez entendu, dans la rue ou chez notre boulanger ces derniers jours, des gens s'exclamer que Michel Barnier est charismatique, intelligent et beau, et que Macron est un président juste et brillant ? Non ? C'est pourtant ce qu'affirme BFM TV.

Qui peut encore croire un traître mot des sondages, produits en série par les chaînes de télévision des milliardaires, pour façonner l'opinion ?

Il y a quelques jours, un sondage affirmait que 49% des français souhaitent la destitution de Macron. Selon un autre sondage, trois Français sur quatre (74%) estiment que Macron n'a pas tenu compte des résultats des élections. Une opinion partagée par tous les électorats : ceux du Front Populaire (92%), mais aussi ceux des Républicains (73%), et même ceux qui ont voté Ensemble (57%).

Mais mardi 17 septembre, BFM sort un autre sondage disant totalement l'inverse. Il prétend, tenez-vous bien, que Michel Barnier serait la personnalité préférée des français.

Le vieux politicien de droite radicale était un illustre inconnu du grand public il y a encore deux semaines, son parti pèse 5% des voix, sa nomination est largement rejetée, mais il serait devenu subitement et par enchantement adoré par la population.

Derrière le nouveau Premier Ministre, le même sondage affirme que les français adorent aussi Édouard Philippe, dont le microparti compte 30 députés sauvés par le « front républicain », ou encore Rachida Dati et Gabriel Attal. S'agit-il d'installer dans les esprits la liste de futurs ministres prévue par Michel Barnier ?

Quoiqu'il en soit, selon BFM, les français n'aiment que les politiciens macronistes et personne d'autres.

Copyright © Ricochets

C'est à se demander pourquoi Macron et son mouvement sont rejetés dans les urnes. D'ailleurs, tant qu'à faire, autant se passer directement des élections qui font perdre du temps et coûtent un pognon de dingue. Pourquoi ne pas laisser directement BFM et son institut de sondages nommer les dirigeants à l'avenir ?

Si toi aussi tu aimerais devenir sondeur chez BFM, compose ta propre liste de « personnalités politiques préférées des français » : pourquoi pas Édouard Balladur, Fabien Roussel ou Kev Adams ?

source : https://contre-attaque.net/2024/09/18/insolite-michel-barnier-devient-la-personnalite-politique-preferee-des-francais-en-quelques-jours/

Lecture
MICHEL BARNIER : LE VRAI VISAGE DU MACROLEPÉNISME par [Le Média-Â»https://www.youtube.com/c/LeM%C3%A9diaOfficiel]
https://youtu.be/KvzgZsAUCUM

(VIDÉO) MICHEL BARNIER : LE VRAI VISAGE DU MACROLEPENISME - COUP DE GRIFFE

"Coup de griffe" C'est un programme réalisé en collaboration nos camarades du Média ! Régulièrement, l'équipe du Média (au montage et au graphisme) et les auteurs de Frustration (à l'écriture) font le portrait d'une personnalité politique, médiatique ou économique qui nous agace, qu'on souhaite piquer, railler, égratigner.

Emmanuel Macron voulait une cohabitation avec le RN pour l'affaiblir en vue de 2027. C'était sans compter avec l'arrivée en tête du NFP qu'aucun politicien de droite, éditorialiste et sondagier n'avait anticipé. Après avoir réussi à se maintenir deuxième force politique en nombre de députés grâce au barrage anti-RN, les macronistes devaient donc organiser le barrage bourgeois, anti-gauche, en faisant une coalition avec le RN.

Cela a pris près de deux mois et a abouti à la nomination de Michel Barnier ce jeudi 5 septembre. Qui est-ce sinistre personnage et qu'est-ce que cette nomination nous dit de la période politique dans laquelle nous vivons ?

Portrait par Rob Grams d'une personnalité « aussi antipathique que parfaitement ennuyeuse, inintéressante et fade, un vieux politicard qui pue la naphtaline ».

Putsch bourgeois en France : le réformisme laisse le système en place s'empirer

BRUNO RETAILLEAU : UN VENDÉEN D'EXTRÊME DROITE À LA TÊTE DE LA POLICE

Vous avez aimé le raciste Manuel Valls ? L'éborgneur de Gilets Jaunes Christophe Castaner ? Le mythomane accusé d'agressions sexuelles Gérald Darmanin ? Alors vous allez adorer Bruno Retailleau, le nouveau Ministre de l'Intérieur, qui devient chef orchestre de la répression.

Attention, ça va faire mal. Retailleau est un néofasciste et s'en cache à peine. Catholique réactionnaire, pur produit du terroir vendéen, il est bénévole au Puy du Fou dans sa jeunesse avant d'adhérer au « Mouvement pour la France » - MPF - le parti d'extrême droite de l'aristocrate Philippe De Villiers, Le Jolis de Villiers de Saintignon de son nom complet.

Bruno Retailleau est élu sénateur de Vendée, se rapproche de François Fillon puis devient président du département de Vendée. En 2010, il adhère à l'UMP, qui deviendra Les Républicains, et continue de gravir les marches du monde politique.

Il s'oppose évidemment au mariage pour les personnes homosexuelles, retire les subventions d'un festival de cinéma LGBT, défend l'enseignement privé ... C'est aussi un obsédé de l'ordre. Lorsqu'il prend la direction de la région Pays-de-la-Loire en 2016, il lance une croisade contre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. **Il se fixe pour objectif de faire expulser la zone et de construire l'aéroport prévu le plus vite possible, trouvant Manuel Valls trop mou.**

Retailleau estime alors qu'il lui « appartient que l'ordre règne » dans « sa » région, et qu'il faut « que la ZAD soit évacuée le plus rapidement possible et que les travaux soient lancés dans la foulée ». Il lance même une pétition pour réclamer au gouvernement une opération répressive sur la zone.

En 2022, en tant que sénateur, il propose une loi « anti-casseurs », visant à interdire de manifestation les personnes fichées par les services de renseignement. Une atteinte frontale au droit de manifester, qui trotte dans la tête des syndicats de police et des gouvernants depuis plusieurs années.

Copyright © Ricochets

En avril 2023, le sénateur est devenu chef des Républicains. Il attaque la Ligue des Droits de l'Homme, grande association historique de défense des droits humains depuis le 19e siècle, estimant qu'elle « se perd dans les querelles et un certain nombre de problématiques d'extrême-gauche » avant d'ajouter : « Je pense qu'il faut remettre en cause les subventions de l'association si son action n'est plus conforme à son objet social ». Il dit aussi sur le plateau de Cnews : « je conteste le terme de violences policières ».

En juillet 2023, lors des révoltes après la mort de Nahel, il déclare sur France Info que « certes, ce sont des Français » qui ont participé, « mais ce sont des Français de papiers » et qu'« il y a comme une sorte de régression vers les origines ethniques ». Une expression raciste, de plus en plus utilisée pour désigner les français noirs ou arabes, alors qu'elle provient en ligne directe de l'antisémitisme du siècle dernier. Le concept de « Français de papiers » a été popularisé par les fascistes après la loi du 10 août 1927, qui a permis la naturalisation de nombreux Juifs. Les journaux d'extrême droite dénonçaient à l'époque les « français de papier timbré » - par opposition aux français « racialement purs ».

En mars 2023, lors du mouvement social contre la réforme des retraites, il assène : « Mélenchon justifie chaque jour la violence. Je me souviens qu'hier cette extrême gauche battait le pavé aux côtés des islamistes, et aujourd'hui ils battent la campagne aux côtés des cagoules noires. Je pense que la menace vis-à-vis de la République et de nos institutions vient de cette partie de l'échiquier politique. » Encore un discours qui pourrait sortir à la virgule près de la bouche de Le Pen ou de Zemmour.

En juin 2024, après la dissolution de l'Assemblée, il annonce : « Une chose est certaine : jamais, je ne donnerai ma voix au "Front populaire". Le nouveau front de la gauche est le front de la honte. Le parti qui menace nos institutions, souhaite envoyer la Ve République à l'échafaud, hystérise l'Assemblée, manifeste aux côtés des islamistes, diffuse le poison de l'antisémitisme. » **Rien ne différencie plus LR du RN.**
Depuis cette déclaration, Bruno Retailleau et son parti ont fait 5% des voix aux législatives et sont la dernière force politique à l'Assemblée. C'est pourtant bien lui qui sera ministre de l'Intérieur.

Après son coup d'Etat, Macron est totalement délégitimé et n'a plus qu'une option : lâcher les chiens, assumer jusqu'au bout une option autoritaire voire néofascistes. Et pour cela, il a besoin de quelqu'un comme Bruno Retailleau à la tête de la police.

(post de Contre Attaque)

Voici ce qui risque d'arriver en France dans les mois et années qui viennent ? (en l'absence de très fortes révoltes victorieuses) :

LE GOUVERNEMENT D'EXTRÊME-DROITE ITALIEN VIENT DE CLASSER L'ACTION SYNDICALE ET REVENDICATIVE DANS L'ACTIVITÉ TERRORISTE

Ce 19 septembre, le Parlement italien avec la complicité de l'opposition dont une grande partie des députés étaient absents ce jour-là, vient de faire passer la loi 1660, qui doit ensuite passer au Sénat qui l'approuvera évidemment s'il n'y a pas une riposte massive dans la rue
"La loi 1660 cherche à condamner toute acte de protestation en le décrivant comme terroriste tout autant que la fabrication de bombes explosives.
Cela signifie que participer à un sit-in devant un consulat ou écrire des phrases sur un mur va être considéré comme un crime de terrorisme, mais aussi organiser une manif, un blocage de rue (2 ans de prison), une grève, un

débrayage etc... seront condamnés comme "actes de terrorisme" et seront punis par des années de prison. Les manif des ouvriers, des écologistes, des étudiants, etc ou bien des actes de protestation devant le consulat d'israël ou des Etats Unis. seront du terrorisme et condamnés en tant que tel par des années de prison. Une prétendue insulte à un flic -ou déclarée comme telle par un flic - deviens un crime terroriste. Mais évidemment pas si c'est le flic qui insulte.

Par ailleurs, même la « propagande » pour la lutte est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 6 ans de prison, étant considérée comme du « terrorisme de la parole »

En plus l'occupation de locaux non habités, abandonnés par leurs propriétaires, pour y loger - les squat - devient aussi un crime terroriste (7 ans de prison et 15 ans si c'est additionné de résistance active).

Il y a aussi un autre aspect très grave : les migrants sans permis de séjour ne peuvent plus pas avoir de téléphone !!! Ça les empêche de se défendre en appelant un avocat ou une association, ou simplement des compagnons et des proches en cas d'arrestation. Avec cette loi, ces "infractions" sont susceptibles d'être punies de 2 à 7 ans de prison.

Il s'agit évidemment d'une loi fasciste visant toute forme de protestation comme le droit des migrants à se défendre.

Il y a aussi un autre aspect très grave : en cas de nécessité de réquisition par l'Etat d'un bâtiment géré par la mafia parce qu'il y a un risque d'écroulement, cela devient beaucoup plus compliqué qu'auparavant démontrant de manière on ne peut plus claire que le but n'est pas la sécurité publique mais la sécurité des milieux d'affaire y compris mafieux qui parrainent le gouvernement.

De la même manière, les contrôles concernant la qualité des médicaments et des produits alimentaires, ainsi que la sécurité au travail, aussi vont être atténué pour être moins efficaces ...

En même temps le gouvernement Meloni veut effacer le crime de torture (pensant bien sûr à la police), récemment inscrit dans le code

Les milices du gouvernement pourront donc réprimer sans aucune crainte, frapper, insulter, déplacer de force, arrêter, mettre en prison les grévistes, les manifestants, les migrants, les journalistes, etc... La dictature."

(Texte de Marco Sbandi)

- voir aussi : https://secoursrouge.org/italie-reseau-libres-de-lutte-entraver-le-ddl-1660/

Copyright © Ricochets